L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 5 SEPTEMBRE 1879. 53me Année

DEFOUR & LISET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI, 5 SEPTEMBRE 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Placide J. Specht au No 200 de la rue Bourgogne, un grand assortiment de meubles.

Par D. E. Murphy & Son, sur la Levée, au pied de la rue Jolie-Détour de mule.

Marché du monde. — Voyez l'annonce d'encan de D. E. Murphy & Son.

Le commerce de la Nouvelle-Orléans et le bureau de Santé.

Le *Times* a publié dans son numéro de dimanche dernier, une communication qui mérite d'attirer l'attention de nos hommes d'affaires. Cette communication, signée *Liberty*, est une réfutation péremptoire des assertions émises par l'honorable I. N. Marks dans sa défence du bureau de santé sur la prétendue insignifiance du commerce de la Nouvelle-Orléans pendant l'été.

Nous avons lu mardi dans un journal un paragraphe ainsi conçu :

On peut se faire une idée de l'importance du commerce de grains que Baltimore a enlevé à New York par le fait que la flotte à graine actuellement en route pour ce port comprend un total de 265 navires représentant une capacité de dix millions de boisseaux. La plupart de ces navires sont déjà affrétés.

Eh bien, nous affirmons que ce n'est pas à New York seulement que Baltimore a enlevé ce commerce de grains pendant le présent été, mais qu'une forte proportion a été détournée de la Nouvelle-Orléans par suite de la quarantaine insensée décrétée par le bureau de santé.

Si la Chambre de commerce veut faire prendre des informations à Baltimore, à Chicago et à St-Louis, elle acquerra facilement la preuve de ce que nous avançons.

Le tort fait à notre commerce d'exportation et d'importation par la quarantaine de 1879, remont avec une complète évidence des statistiques que s'est donné la peine de compiler l'écrivain qui signe Liberty. Nous nous contenterons de reproduire les tableaux comparatifs des trois mois de mai, juin et juillet pour les dix dernières années.

EXPORTATIONS DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

1870—Mai		$ 9,906,033
	Juin	6,086,907
	Juillet	2,946,087
	Total	$18,989,027
1871—Mai		$ 9,187,575
	Juin	6,731,537
	Juillet	2,317,512
	Total	$18,386,623
1872—Mai		$ 8,196,626
	Juin	3,401,186
	Juillet	2,191,868
	Total	$13,789,975
1873—Mai		$ 8,840,103
	Juin	5,338,759
	Juillet	2,568,430
	Total	$16,724,287
1874—Mai		$ 6,467,956
	Juin	3,244,326
	Juillet	1,284,506
	Total	$11,636,988
1875—Mai		$ 5,451,478
	Juin	2,754,809
	Juillet	1,668,540
	Total	$ 9,875,227
1876—Mai		$ 5,340,216
	Juin	3,965,970
	Juillet	2,190,330
	Total	$11,256,516
1877—Mai		$ 5,369,233
	Juin	3,380,605
	Juillet	1,602,022
	Total	$10,290,860
1878—Mai		$ 5,809,167
	Juin	3,323,197
	Juillet	1,015,590
	Total	$10,147,944
1879—Mai		$ 3,850,406
	Juin	1,398,731
	Juillet	844,820
	Total	$ 6,092,957

Ainsi, les exportations de mai, juin et juillet 1879, ont été de $4,054,987 au-dessous de celles des mêmes mois en 1878. Sans la quarantaine absolue établie cette année, il est à peu près certain que nos exportations eussent dépassé celles de l'année dernière à cause des demandes de graine pour l'Europe et de l'établissement de deux lignes de steamers pour la Méditerranée.

Nous remarquons les mêmes résultats pour les importations, d'après le tableau ci-dessous :

IMPORTATIONS.

1870—Mai		$1,516,052
	Juin	833,981
	Juillet	1,109,442
	Total	$3,459,475
1871—Mai		$1,768,933
	Juin	1,104,297
	Juillet	1,361,344
	Total	$4,184,484
1872—Mai		$1,959,860
	Juin	1,319,224
	Juillet	946,282
	Total	$3,125,526
1873—Mai		$1,289,713
	Juin	1,018,895
	Juillet	943,639
	Total	$3,250,247
1874—Mai		$ 559,891
	Juin	836,431
	Juillet	951,377
	Total	$2,347,699
1875—Mai		$ 862,579
	Juin	590,625
	Juillet	904,265
	Total	$2,187,471
1876—Mai		$1,157,904
	Juin	746,158
	Juillet	813,833
	Total	$2,716,791
1877—Mai		$1,213,300
	Juin	488,839
	Juillet	334,605
	Total	$1,815,024
1878—Mai		$ 584,266
	Juin	724,226
	Juillet	510,160
	Total	$1,818,652
1879—Mai		$ 413,137
	Juin	304,104
	Juillet	428,815
	Total	$1,045,456

On voit que, pendant les trois mois de mai, juin et juillet, la diminution des importations comparativement à 1878, est de près de $800,000.

Ces résultats ne s'appliquent qu'aux trois premiers mois de la quarantaine, nous verrons ce qu'il en sera pour les mois d'août, septembre et octobre.

Il y a loin de là comme on voit aux assertions du membre du bureau de santé affirmant que le montant des affaires de deux maisons de groceries en gros dépasse le total de notre commerce d'été.

Pour réfuter une autre assertion relative à la diminution des affaires en 1878 comparativement à 1877, Liberty cite le tableau suivant des transactions au comptoir d'échange, allant du 1er juin au 1er juin suivant de chaque année, depuis l'ouverture du comptoir le 1er juin 1872 :

Juin 1, 1872—Pour l'année		$801,714,259 06
Juin 1, 1874—	"	470,526,884 96
Juin 1, 1875—	"	466,920,462 01
Juin 1, 1876—	"	486,986,195 99
Juin 1, 1877—	"	414,547,879 31
Juin 1, 1878—	"	422,750,806 82
Juin 1, 1879—	"	376,651,180 10
Grand total, 7 ans		$3,939,977,835 25

Comptoir d'Echange Hours, Hospitals-Orleans, 29 août 1879.

I. N. MARKARD, administrateur.

Liberty cite encore les statistiques de coton pour démontrer que les recettes de coton dépendent de causes indépendantes des quarantaines intérieures. Ainsi, en septembre 1878 il a reçu à la Nouvelle-Orléans 21,490 balles contre 11,396 en septembre 1877.

Chaque Européenne de cette année ne fera que trop pressentir notre quarantaine absolue contre la fièvre qui a fait perdre dix à quinze millions d'affaires, rapporte à seulement protégée contre les quarantaines intérieures, de sorte que nous perdons des deux côtés à la fois.

Le président du Bureau de Santé avait dit qu'au premier cas de fièvre jaune la quarantaine extérieure serait levée ; il n'en a rien été, et tandis que notre avenir 666 privés de la plus grande partie de notre commerce extérieur, nous pouvons dire que c'est aux absurdes terreurs créées par notre Bureau de Santé lui-même que nous devons les pertes causées par des quarantaines intérieures qui n'avaient aucune raison d'être.

Nous ne pouvons mieux terminer ces remarques qu'en empruntant à Liberty sa conclusion :

[illegible] les hommes d'affaires se réveillent [illegible] agir.

La campagne ne fait pas grève à la Nlle-Orléans et la prospérité de cette ville [illegible] commerce. [illegible] Nouvelle-Orléans peut être détruite.

Cette magnifique ville avec les cornes d'abondance [illegible] entrebaillant la [illegible] aux Mississippi américaine, [illegible] de la véritable destinée que lorsqu'elle aura établi les relations les plus intimes de commerce avec le monde intérieur. Constituant cette vaste région qui tend rapidement à devenir le grenier du monde, il saurait nage pour elle d'alléger toutes les charges qui pèsent sur le commerce, en même temps que de chercher à établir des lignes de communications avec les Antilles, le Mexique et l'Amérique du Sud et d'encourager son commerce et d'accumuler ses approvisionnements de telle façon que, même si elle se trouvait privée de toutes communications avec les autres villes du côté de la terre, ses accès du côté de la mer fussent librement ouverts au commerce du monde. C'est par ce moyen seulement que ses travailleurs n'auront plus à subir le retour annuel de la stagnation des affaires et le danger périodique de mourir de faim. La Nouvelle-Orléans ne peut pas, ne doit pas être égalée comme un navire pestiféré, ancré à la hâte et entouré de gardes de tous côtés."

Les dommages causés aux récoltes.

Il convient, croyons-nous, d'attendre des renseignements précis et détaillés sur les dégâts causés aux récoltes par l'ouragan de lundi, avant de faire une évaluation des dommages qui pourrait être grandement exagérée. Le désastre est assez considérable et il ne faut pas le grossir à plaisir par des estimations qui ne peuvent encore reposer sur des données certaines. Nous prions nos correspondants des campagnes de nous adresser des informations aussi exactes que possible sur la condition des récoltes dans leurs paroisses respectives.

CHEMIN DE FER CHICAGO, ST. LOUIS ET NEW-ORLEANS.—La dépêche suivante a été reçue hier :

Bogue Chitto 4 septembre 1879.
A. F. Chandler, G. P. A.

La voie sera prête pour le train No. 1 qui pourra y passer ce soir.

W. P. McKINLEY,
Surintendant.

Les dégâts causés par la dernière tempête ont été complètement réparés et les rails replacés, partout où ils avaient été enlevés. La circulation est maintenant rétablie d'une extrémité à l'autre du Chicago, St. Louis et New-Orleans rail-road.

SOUSCRIPTIONS DE FRANCE POUR LES VICTIMES DE LA FIÈVRE JAUNE—M. Alph Walz, vice-président de l'Union française, a reçu de M. Hy. Peychaud la somme de soixante quinze piastres, accompagnée de la lettre suivante qui indique la provenance de cette somme et l'objet des donateurs. On sait que l'Union française n'a jamais cessé de distribuer des secours à ses compatriotes, et que récemment encore elle a envoyé cent piastres à Memphis pour les français malades ou nécessiteux. L'envoi de M. Seguin trouvera donc utilement son emploi.

Nlle Orléans le 2 septembre 1878.

Monsieur Alph. Walz, Vice-Président de la Société de Bienfaisance "l'Union Française,"

Monsieur,

J'ai reçu de France par l'intermédiaire de monsieur J. B. Seguin, la somme de huit cents francs pour être distribuée parmi les malheureuses victimes de l'horrible épidémie de l'année dernière ; la provenance de cette somme est comme suit :

Souscription de M. Plagniol de James, de Marseille 500 francs — $96,50.

Souscription de M. Neilly Frad, de Marseille 300 francs — $57,90.

Je me répondre au vœu de ces amis charitables, en vous remettant mirante quinze piastres, dont comme Vice-Président de la Société de bienfaisance "l'Union Française," vous trouverez sans doute le placement convenable parmi leurs malheureux compatriotes.

Recevez, je vous prie monsieur, mes salutations empressées,

HY. PEYCHAUD.

Le Dr Armand Mercier nous adresse la lettre suivante, qui explique parfaitement les motifs de son refus au bureau de santé :

M. l'Editeur,

J'ai refusé de donner le nom de la maladie dont un de mes clients venait de mourir parce que je veux forcer le bureau de santé à renoncer à l'indécente habitude qu'il a prise depuis l'année dernière de livrer à la publicité le nom et la nature des maladies. Aucune loi ne lui donne ce droit et son inconvenable manière de faire est en contradiction avec le qui se fait dans tous les pays civilisés.

On exige des médecins des certificats de décès pour se procurer les matériaux indispensables pour faire des statistiques, mais pour faire ces statistiques avec toute l'exactitude possible, on n'a besoin de savoir que l'âge, la profession, le lieu de naissance, de résidence du défunt, etc. ; mais on n'a nullement besoin de publier le nom du décédé, encore moins le nom de la maladie à laquelle il a succombé.

Le bureau de santé, en donnant cette double publicité, manque de la plus vulgaire convenance et viole le secret professionnel qui s'impose à tous les médecins. Ne sait-il pas, ce bureau, qu'il n'est pas permis à un médecin de parler des maladies qu'il voit dans sa pratique et de divulguer ce que ses clients lui confient.

Sans cette discrétion du médecin des familles entières seraient gravement atteintes dans leur considération et dans leurs affaires. Et ce n'est pas [illegible] Nouvelle-Orléans qui [illegible] désertée.

Cette manière de faire est véritablement inquisitoriale, elle est [illegible] et dans [illegible] ne saurait être tolérée.

Il y a loin de là comme on voit aux assertions du membre du bureau de santé affirmant que le montant des affaires de deux maisons de groceries en gros dépasse le total de notre commerce d'été.

Pour réfuter une autre assertion relative à la diminution des affaires en 1878 comparativement à 1877, Liberty cite le tableau suivant des transactions au comptoir d'échange, allant du 1er juin au 1er juin suivant de chaque année, depuis l'ouverture du comptoir le 1er juin 1872 :

Juin 1, 1872—Pour l'année		$801,714,259 06
Juin 1, 1874—	"	470,526,884 96
Juin 1, 1875—	"	466,920,462 01
Juin 1, 1876—	"	486,986,195 99
Juin 1, 1877—	"	414,547,879 31
Juin 1, 1878—	"	422,750,806 82
Juin 1, 1879—	"	376,651,180 10
Grand total, 7 ans		$3,939,977,835 25

Comptoir d'Echange Hours, Hospitals-Orleans, 29 août 1879.

I. N. MAYNARD, administrateur.

Liberty cite encore les statistiques de coton pour démontrer que les recettes de coton dépendent de causes indépendantes des quarantaines intérieures. Ainsi, en septembre 1878 il a reçu à la Nouvelle-Orléans 21,490 balles contre 11,396 en septembre 1877.

Chaque Européenne de cette année ne fera que trop pressentir notre quarantaine absolue contre la fièvre qui a fait perdre dix à quinze millions d'affaires, rapporte à

LOUISIANE.

Chambre du comité exécutif démocrate } Paroisse de Lafourche, } Thibodeaux, Le, 1er septembre 1879.

M. l'Editeur :—Le comité exécutif démocrate de la paroisse Lafourche, s'est réuni samedi 30 août et a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes :

Dans le but de maintenir l'unité du parti démocrate de la paroisse Lafourche et d'inspirer une pleine, loyale et libre expression de la volonté du peuple quant au choix des candidats à l'élection générale qui doit avoir lieu dans cet Etat le 2 décembre 1879 ; il est

Résolu qu'une élection primaire pour choisir les candidats aux diverses places de paroisse et de district, aura lieu dans la paroisse de Lafourche le SAMEDI 27 SEPTEMBRE 1879, de 9 heures du matin à 5 heures du soir ; que chaque ward votera en outre pour choisir ses propres candidats de ward et pour choisir deux délégués de chaque ward pour constituer le nouveau comité exécutif de paroisse, lesquels dits délégués donneront à la vote de la paroisse dans toutes les conventions qui [illegible] ; et [illegible] de la paroisse, [illegible] de la [illegible] de la [illegible] de la